

La lettre dit encore:

Je ne vois pas comment le budget de M. Turner atteindra les buts fixés relativement à l'économie du pétrole, au chômage et à l'inflation. Nous autres, habitants du Nord, qui payons déjà les prix les plus élevés au Canada pour le fuel, avons des hivers plus longs et plus durs que les citadins du Sud de l'Ontario. Par conséquent, je ne vois pas comment le budget pourra encourager les chômeurs et les assistés sociaux à se trouver du travail et à se joindre à la main-d'œuvre active. Rien ne les encouragera à chercher du travail puisque le transport pour se rendre au travail coûtera plus cher, les cotisations à la Commission de l'assurance-chômage seront plus élevées et les cotisations à l'OHIP monteront bientôt!

Les personnes à revenus fixes (les retraités) seront très durement touchées, car, ces dernières années, elles luttent pour survivre dans l'économie actuelle. Le gouvernement a décidé de les remercier d'avoir contribué pendant des années au produit national brut du Canada et d'avoir risqué leur vie pour leur pays en temps de guerre par des beaux discours.

Ceux qui ont un revenu élevé se ressentiront certainement eux aussi de la taxe, mais ils ont déjà l'argent nécessaire pour s'adapter aux nouvelles propositions budgétaires.

J'écris cette lettre pour savoir ce que M. Turner entend par voyages d'agrément? Je ne vois pas comment le fait de se rendre en automobile au travail (parce qu'il n'y a pas de transports en commun) peut-être considéré comme un agrément. M. Turner a-t-il déjà couru 20 milles pour se rendre au travail par une température de 30 degrés Fahrenheit au-dessous de zéro? Il devrait l'essayer.

Cette lettre vient d'Elliott Lake. Elle révèle le sentiment de nombre d'habitants du Nord de l'Ontario au sujet de la taxe de 10c. J'aimerais maintenant vous lire une autre lettre qui illustre elle aussi les désagréments que cette taxe engendrera. Il s'agit d'une lettre de Lauren Shaw, l'une de mes commettantes:

● (1630)

Je songe aussi à tous les Canadiens invalides qui ont besoin de leur voiture pour se rendre au travail ou tout simplement pour sortir. Comment peuvent-ils payer l'essence 80c. ou plus, surtout s'ils n'ont pour toute ressource qu'une pension d'invalidité. Il leur est déjà assez difficile de vivre à même cette pension. Grâce à ce brillant budget, plus de la moitié des invalides au Canada devront rester assis chez eux, à la fenêtre, coupés du monde. Ils ne pourront même pas aller se promener. Je parle en connaissance de cause, parce que je suis invalide. Ce budget a changé mon mode de vie de façon radicale. Je ne puis plus me payer le luxe d'une voiture. Il m'est pénible de renoncer à ce qui m'assurait un peu d'autonomie.

Alors, M. Symes, je transmets mes félicitations au gouvernement pour ce budget admirable. Peut-être pourra-t-il réveiller certains Canadiens apathiques et les pousser à agir. Le budget aura eu au moins cela de bon.

Je ne puis qu'approuver. Ce gouvernement hypocrite qui pose en champion des travailleurs, des invalides et des indigents canadiens les accable injustement avec cette sorte de taxe. Pas un seul libéral n'a pris la parole pour condamner ni même pour défendre la taxe. Il y a d'autres façons de se procurer de l'argent qu'en imposant cette taxe d'accise. Si le gouvernement était partisan de la conservation, il aurait pu prendre d'autres mesures, par exemple prier les provinces de réduire la vitesse maximum des automobiles à 55 milles à l'heure, comme c'est le cas en Colombie-Britannique.

Le gouvernement aurait pu aussi exiger des fabricants de véhicules automobiles d'améliorer leurs moteurs et de leur faire consommer moins d'essence. Il pourrait remplir ses promesses électorales en fournissant un meilleur système de transports urbains. Si le gouvernement s'intéressait vraiment à la conversation, il ferait appliquer une politique nationale de l'énergie avantageuse pour les Canadiens tant du point de vue de la fourniture que du

### Taxe d'accise—Loi

prix, plutôt que de les laisser à la merci des prix établis par les compagnies pétrolières multinationales. Si le gouvernement était réellement désireux d'obtenir des fonds d'une manière non discriminatoire, il utiliserait le principe de l'impôt basé sur le revenu pour obtenir de l'argent en taxant les sociétés comme elles auraient dû l'être depuis longtemps, et en taxant les Canadiens d'une manière qui ferait diminuer l'écart entre riches et pauvres.

De cette manière le gouvernement pourrait aider les Canadiens à revenus modiques et les compenser de la lourde inflation dont souffre le pays. Ces mesures seraient plus réalistes que la taxe d'accise. Les Canadiens sont furieux et ils le disent à haute voix. Les membres de notre parti sont disposés à siéger jusqu'à la fin du mois ou tout le temps qu'il faudra pour convaincre les libéraux de l'arrière-ban de tenir tête au ministre des Finances et de le prier d'éliminer cette taxe discriminatoire et inique.

**M. Alan Martin (Scarborough-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je n'avais vraiment pas l'intention de commenter le bill à l'étude...

**Une voix:** Alors assoyez-vous.

**M. Martin:** Je remercie l'autre côté de réagir quand je me lève pour prendre la parole: c'est très encourageant. Cependant je prends la parole en partie pour répondre au défi lancé par le député de Sault-Sainte-Marie (M. Symes) et par d'autres députés de l'opposition officielle. Ils ne cessent de reprocher leur inactivité aux libéraux de l'arrière-ban. Si les députés d'en face ignorent l'appui sans équivoque des députés de notre parti au budget et aux politiques du ministre des Finances (M. Turner), il serait temps qu'il le sachent. Je voudrais également revenir aux propos du député de Grenville-Carleton (M. Baker) dont l'éloquence était remarquable.

Je trouve étonnant que ces deux députés partagent exactement le même point de vue, mais je suppose que c'est compréhensible quand on se rend compte que leur tâche consiste simplement à s'opposer à tout ce que présente le gouvernement sans en examiner avec soin les détails ou le but.

Il ne faut pas oublier, je pense, que nous étudions un projet de taxe de 10c. sur l'essence uniquement à cause d'une politique proposée par le gouvernement actuel et appuyée par tous les partis de l'autre côté de la Chambre. Cette politique est celle de l'uniformisation du prix de l'essence au Canada sous réserve des différences dans les coûts de transport.

Ce régime, je le rappelle au député de Sault-Sainte-Marie et au député de Grenville-Carleton, dont les partis avaient si solennellement appuyé la reconduction à ce moment-là, devait être financé grâce à une taxe sur les exportations de pétrole brut de l'Ouest du Canada. Nous savons tous que ces exportations sont en train de diminuer pour deux raisons principales. D'abord, nos réserves de pétrole brut ne sont pas aussi considérables que ne les avait évaluées l'Office national de l'énergie il y a deux ans. En fait, elles sont très inférieures à cette évaluation. En second lieu, nous savons que l'économie des États-Unis est en difficulté. Les États-Unis n'importent donc pas tout le pétrole qu'ils pourraient en ce moment. C'est pourquoi les recettes de cette taxe spéciale ont diminué très rapidement.